



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/697
29 octobre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-deuxième session
Point 113 de l'ordre du jour

**RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS
DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Félix ABOLY-BI-KOUASSI (Côte d'Ivoire)

1. A sa 3e séance plénière, le 18 septembre 1987, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-deuxième session et de renvoyer à la Cinquième Commission le point intitulé :

"Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
- d) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
- e) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- f) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population."

2. A ses 3e à 9e, 15e et 16e séances, les 2, 7, 8, 9, 12, 13, 22 et 23 octobre 1987, la Cinquième Commission a examiné les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1986 ainsi que les rapports et opinions connexes du Comité des commissaires aux comptes concernant le Programme des Nations Unies pour le développement 1/, le Fonds des Nations Unies

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 5A (A/42/5/Add.1).

pour l'enfance 2/, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 3/, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 4/, les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 5/ et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population 6/. La Commission a également examiné le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 7/.

3. La Commission était également saisie d'une note du Secrétaire général contenant un résumé des principales constatations et conclusions du Comité des commissaires aux comptes (A/42/372 et Corr.1) et d'un rapport du Secrétaire général sur les restaurants et services annexes et les comptoirs d'articles pour cadeaux du Siège (A/42/399), ainsi que d'un rapport du Secrétaire général sur les procédures de contrôle interne relatives aux prestations et indemnités (A/42/437) et des réponses des chefs de secrétariat des organismes et programmes concernés (A/42/438).

4. Les observations et commentaires faits au cours de la discussion et les réponses aux questions posées sont consignés dans les comptes rendus analytiques de la Cinquième Commission (A/C.5/42/SR.3 à 9, 15 et 16).

5. A la 15e séance, le 22 octobre, à l'issue de consultations officielles, le Vice-Président de la Commission a présenté un projet de résolution (A/C.5/42/L.3) dont il a révisé oralement le paragraphe 2, en déplaçant le membre de phrase "comme il est recommandé dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires" pour l'insérer après les mots "comme convenu avec le Fonds", le paragraphe 5, en supprimant le mot "toutes" après les mots "à l'étude" et en insérant le membre de phrase "comme l'a demandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires" après les mots "intéressant chacun d'eux", et le paragraphe 11, en supprimant dans le texte anglais les mots "of the governing bodies" après le mot "regulations".

6. A la 16e séance, le 23 octobre, le Président de la Commission a annoncé une révision supplémentaire au projet de résolution, consistant à insérer, au paragraphe 15, le mot "intérieure" après le mot "vérification".

7. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/42/L.3 sans procéder à un vote (voir par. 8).

2/ Ibid., Supplément No 5B (A/42/5/Add.2).

3/ Ibid., Supplément No 5C (A/42/5/Add.3).

4/ Ibid., Supplément No 5D (A/42/5/Add.4).

5/ Ibid., Supplément No 5E (A/42/5/Add.5).

6/ Ibid., Supplément No 5G (A/42/5/Add.7).

7/ A/42/579.

RECOMMANDATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION

8. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports
du Comité des commissaires aux comptes

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1986 relatifs au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population 8/, ainsi que les opinions et rapports du Comité des commissaires aux comptes 9/ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 10/,

Ayant aussi examiné les rapports pertinents sur les procédures de contrôle interne relatives aux prestations et indemnités dont bénéficient les fonctionnaires des Nations Unies 11/ et sur les restaurants et services annexes et les comptoirs d'articles pour cadeaux du Siège 12/,

Notant avec préoccupation que, pour les raisons exposées dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes n'a pas été en mesure de se prononcer sur les états financiers du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et qu'il a formulé des réserves dans son opinion sur les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population,

Prenant en considération les vues exprimées par les délégations, par le Comité des commissaires aux comptes, par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par les organismes et programmes au cours des délibérations de la Cinquième Commission sur cette question et le fait que de nombreuses délégations se sont déclarées favorables à des mesures destinées à améliorer l'efficacité, la gestion et le contrôle financier, comptable et budgétaire des organismes et programmes des Nations Unies intéressés,

8/ A/42/5/Add.1 à 5 et Add.7.

9/ Ibid.

10/ A/42/579.

11/ A/42/437 et A/42/438.

12/ A/42/399.

1. Accepte les rapports financiers et les états financiers vérifiés ainsi que les opinions et les rapports du Comité des commissaires aux comptes concernant le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;

2. Accepte le rapport et les conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et demande au Comité des commissaires aux comptes de procéder, comme convenu avec le Fonds et comme il est recommandé dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ^{13/}, à une vérification élargie des états financiers du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986, et de soumettre en temps opportun son rapport au Conseil d'administration du Fonds à sa session de 1988 et à l'Assemblée générale lors de sa quarante-troisième session, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à sa session de printemps de 1988;

3. Prie les organes directeurs du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population de demander aux chefs de secrétariat intéressés de prendre immédiatement, dans leurs domaines de compétence respectifs, des mesures pour corriger les situations ou les conditions qui ont donné lieu aux réserves émises par le Comité des commissaires aux comptes dans ses opinions;

4. Approuve les observations et recommandations concordantes formulées dans leurs rapports respectifs par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et demande aux organes directeurs compétents de faire en sorte que les chefs de secrétariat intéressés prennent en priorité les mesures nécessaires pour y donner suite et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarante-troisième session;

5. Prie également les organes directeurs de tous les organismes et programmes dont les comptes sont vérifiés de garder à l'étude les autres observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes intéressant chacun d'eux, comme l'a demandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarante-troisième session;

6. Prie le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés de prendre sans retard les mesures correctives qui relèvent de leur compétence, eu égard aux observations et commentaires formulés par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et de faire rapport en 1988 à l'Assemblée générale et aux organes directeurs desdits organismes et programmes, respectivement, sur les moyens d'accroître l'efficacité et l'efficacité

des procédures et contrôles financiers, concernant notamment les prestations et indemnités versées aux fonctionnaires des Nations Unies, ainsi que d'améliorer le système comptable et les domaines connexes de l'administration et de la gestion;

7. Recommande qu'à l'avenir tous les rapports du Comité des commissaires aux comptes continuent d'inclure des sections distinctes qui récapitulent les recommandations concernant les mesures correctives à prendre par les organismes et programmes intéressés, avec indication de leur urgence relative, indiquent les mesures précises prises par le Secrétaire général et les chefs de secrétariat desdits organismes et programmes pour appliquer les recommandations antérieures du Comité, et contiennent des observations sur l'efficacité de ces mesures et sur la récurrence éventuelle de certains problèmes, en accordant une attention particulière à ceux que posent les dépassements de coût, le mauvais usage des fonds, l'inobservation des procédures de contrôle relatives aux prestations et indemnités versées aux fonctionnaires et les autres cas d'inobservation du règlement financier et des règles de gestion financière et budgétaire;

8. Recommande en outre que le Comité des commissaires aux comptes lui soumette à l'avenir un document concis résumant ses principales constatations et conclusions d'intérêt commun, classées par domaine de vérification;

9. Prie le Comité des commissaires aux comptes d'entreprendre une étude sur la normalisation du mode de présentation des états financiers de tous les organismes et programmes dont il vérifie les comptes et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-troisième session;

10. Prie également le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de continuer d'inclure dans leurs examens les questions concernant l'efficacité et l'efficacé des procédures et contrôles financiers, le système comptable et les domaines connexes de l'administration et de la gestion, conformément à l'article 12.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, et de recommander les mesures à prendre, le cas échéant, pour renforcer les procédures de contrôle financier et de contrôle de la gestion;

11. Décide que le Comité des commissaires aux comptes devrait, tout en continuant à présenter ses rapports conformément aux dispositions pertinentes des règlements financiers des organismes et programmes dont il vérifie les comptes, se réserver la possibilité de présenter à l'Assemblée générale et aux organes directeurs des rapports annuels spécifiques lorsque les circonstances le justifient;

12. Prie à cet égard les organes directeurs des organismes et programmes dont les comptes sont vérifiés de garder à l'étude la question de la périodicité de leurs rapports financiers au regard de leurs cycles budgétaires, en gardant à l'esprit les rapports les plus récents du Comité des commissaires aux comptes et les débats de la Cinquième Commission, et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-quatrième session;

13. Invite les gouvernements représentés dans les organes directeurs des organismes et programmes dont l'Assemblée générale a examiné les états financiers vérifiés à faire en sorte que toute l'attention voulue soit accordée aux rapports

du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ainsi qu'aux observations faites à leur sujet à la Cinquième Commission;

14. Prie le Comité des commissaires aux comptes de lui présenter des rapports plus détaillés sur les comptes spéciaux que gèrent les organismes et programmes dont il vérifie les comptes, tels ceux des programmes du PNUD portant sur des activités autres que ses activités de base;

15. Souligne l'importance d'une vérification intérieure des comptes efficace dans les organismes et programmes considérés et prie le Comité des commissaires aux comptes, le Secrétaire général et les chefs de secrétariat de veiller à maintenir une coopération étroite entre le service de vérification intérieure des comptes de chaque organisme ou programme et le Comité des commissaires aux comptes, en particulier pour ce qui est des méthodes de planification, d'exécution et d'établissement des rapports.
